

Hong Kong / Bruxelles, le 10 juillet 2017

Enquête sur le comportement de paiement des entreprises en Asie-Pacifique 2016 : une montée des retards de paiement de longue durée

La nouvelle édition de l'enquête annuelle de Coface porte sur le comportement de paiement de 2 795 entreprises de la région Asie-Pacifique issues de 8 pays (Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Japon, Singapour, Taïwan, Thaïlande) et 11¹ secteurs d'activité.

- **64 % des entreprises interrogées ont été confrontées des retards de paiement en 2016**
- **12,5 % (+ 4,3 point de pourcentage par rapport à 2015) ont déclaré que la durée moyenne des retards de paiement dépassait 120 jours, soit le plus haut niveau des quatre dernières années**
- **Plus d'un quart ont subi des retards de paiement de très longue durée²**
- **Détérioration de la situation en Chine, en Inde et en Thaïlande, alors que l'expérience de paiement est stable dans les autres pays**
- **Les secteurs les plus exposés aux risques sont la construction, les équipements industriels et l'électronique, l'informatique et les télécommunications ainsi que la métallurgie**

« 2017 devrait encore être une année difficile, sous le poids de la hausse des inquiétudes mondiales liées au ralentissement économique de la Chine, aggravées par les difficultés budgétaires des pays exportateurs de matières premières et le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis. Avec tous ces facteurs, l'expérience de paiement des entreprises des huit économies sélectionnées au niveau régional devrait rester médiocre », commente Carlos Casanova, économiste en charge de la région Asie-Pacifique à Coface.

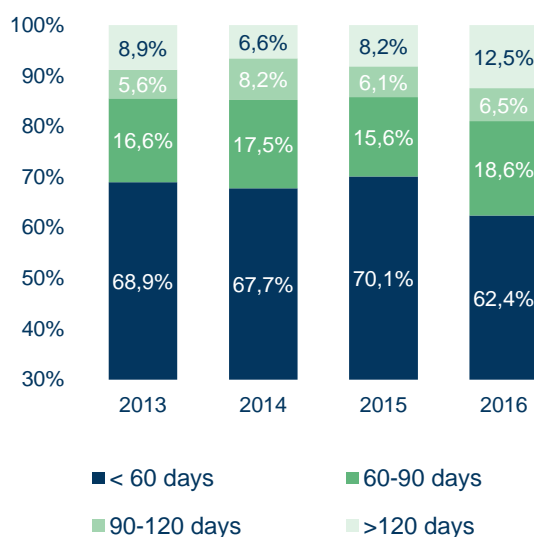
Chine, Inde et Thaïlande : détérioration de l'expérience de paiement des entreprises

64 % des entreprises interrogées ont connu des retards de paiement en 2016. Les risques liés aux retards de paiement semblent continuer à augmenter dans la région.

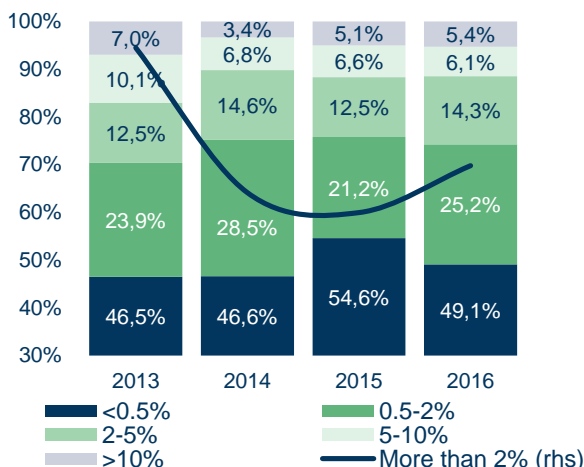
¹ Ces 11 secteurs sont l'automobile et le transport, la chimie, la construction, l'électroménager, la machinerie industrielle et l'électronique, l'informatique et les télécommunications, la métallurgie, le papier - bois, la pharmacie, la distribution et le textile - habillement.

2016 a vu aussi la durée moyenne des retards de paiement se rallonger. La part des entreprises confrontées à des retards de plus de 120 jours connaît une hausse significative et passe de 8,2 % en 2015 à 12,5 % en 2016.

Moyenne de la durée des retards de paiement, % des interrogés



Montants des retards de paiement en % du chiffre d'affaires annuel, % des interrogés



En 2016, un plus grand nombre de participants (25,8 % contre 24,2 % en 2015) ont subi des retards de paiement de très longue durée, dépassant 2 % de leur chiffre affaires annuel total². Plus précisément, les données indiquent une détérioration progressive de la situation des entreprises touchées par des retards de très longue durée dont les montants sont supérieurs ou égaux à 10 % de leur chiffre d'affaires annuel total. Leur part a augmenté de 3,4 % en 2014 et 5,1 % en 2015 à 5,4 % en 2016, ce qui se matérialise en une baisse considérable des flux de trésorerie.

Alors que la situation s'est détériorée à l'échelle régionale, des différences géographiques émergent. La détérioration la plus évidente des risques de non-paiement a été constatée en Chine, suivie de la Thaïlande et de l'Inde. Les entreprises australiennes (14 %) et japonaises (9 %) sont celles faisant le plus état de créances de très longue durée, qui dépassent 2 % de leur chiffre d'affaires annuel mais dont le niveau reste toutefois bas. Des améliorations ont été observées à Singapour et à Hong Kong, tandis que la situation est stable à Taïwan.

² D'après Coface, environ 80 % des créances de très longue durée ne seront jamais honorées. Lorsque ces créances représentent plus de 2 % du chiffre d'affaires annuel, l'entreprise touchée peut se retrouver à court de trésorerie si les risques de non-paiement deviennent réalité, provoquant des difficultés financières et un resserrement de la liquidité.

La moitié des secteurs d'activité font face à l'intensification des problèmes liés aux retards de paiement

En 2016, **la construction** demeure le secteur le plus à risque en Asie-Pacifique. La part des entreprises touchées par des créances de très longue durée (dépassant 2 % de leur chiffre d'affaires annuel) s'élève à 33 %, soit le niveau le plus élevé de tous les secteurs examinés dans le cadre de l'enquête. L'instabilité résultant du ralentissement de l'économie chinoise, combinée aux incertitudes autour des politiques monétaires et fiscales des États-Unis, va probablement grever les perspectives économiques de la région et saper les intentions d'investissement et d'achats des ménages. De plus, la dette des ménages reste élevée dans certains pays d'Asie-Pacifique (comme l'Australie, la Thaïlande, Singapour, la Malaisie et la Corée du Sud). Cela pourrait réduire la capacité d'achat immobilier, en particulier si les taux d'intérêt augmentent de concert avec la politique de la Réserve fédérale des États-Unis. Les investissements liés aux infrastructures publiques dans certaines régions pourraient protéger le secteur de la construction de la chute libre en 2017.

Talonnant la construction, **le secteur des équipements industriels et de l'électronique** est le deuxième secteur le plus vulnérable en 2016. La part des entreprises ayant subi des créances de très longue durée dépassant plus de 2 % de leur chiffre d'affaires annuel est resté élevé en 2016 (32 %). Cela laisse présager des risques de pertes extrêmes pour ce secteur et 2017 va probablement être une fois encore une année difficile. Des facteurs procycliques sont révélateurs d'une demande en sommeil pour le reste de l'année, à cause du ralentissement de l'activité en Chine et de la baisse des dépenses en capital dans la région Asie-Pacifique. Des signes de surcapacités en Chine et une fragmentation considérable du marché augurent une intensification de la concurrence. Par ailleurs, le retour des pressions déflationnistes sur les principaux marchés asiatiques, dont la Chine (où l'inflation des prix à la production ralentit depuis février), pourrait renforcer la pression sur les marges.

Les risques de non-paiement semblent connaître une détérioration dans le domaine de **l'informatique et des télécommunications**, car une plus grande part des participants (68 % en 2016, contre 63 % en 2015) ont indiqué rencontrer une hausse des retards de paiement. Dans certaines économies de la région, les investissements en infrastructures publiques, ainsi que des mégaprojets stratégiques (comme l'initiative chinoise « One belt, one road »), se traduiront par un renouveau de la demande ces prochaines années. Ce renouveau produira un soulagement attendu, en particulier pour les télécommunications. Néanmoins, une concurrence aiguë sur le marché informatique, associée à la détérioration de la situation de la liquidité, vont très probablement stimuler des conditions favorables aux fusions - acquisitions en 2017.

Alors que **la métallurgie** reste l'un des secteurs les plus exposés au risque en 2016, son activité a été relancée par la reprise des cours des matières premières. Ce secteur va probablement continuer à devoir relever des défis en 2017. L'économie chinoise commence à montrer des signes de ralentissement et les autorités mettent en œuvre des mesures visant à calmer la spéculation et la demande immobilière. Cela pourrait provoquer une rechute des prix des métaux et se répercuter ainsi sur les marges. La restructuration de ce secteur va probablement continuer, suite à la fusion de Baosteel et de Wuhan Iron and Steel en 2016. La



C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

fermeture d'entreprises zombies en Chine dans le secteur de l'acier et la hausse des fusions - acquisitions sont attendues en 2017.

CONTACT MEDIA:

Kris DEGREEF - T. +32 (0)266 34 675 kris.degrees@coface.com

A propos de Coface

Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, offre à 50 000 entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. Le Groupe, dont l'ambition est de devenir le partenaire assurance-crédit global le plus agile du secteur, est présent dans 100 pays et compte 4300 salariés. Son chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1,411 Md€ en 2016. Chaque trimestre, Coface publie ses évaluations du risque pays et du risque sectoriel, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

www.coface.be

Coface SA. est coté sur le Compartiment B d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

